



Monsieur Jacques BILLANT
Préfet du Pas-de-Calais
Préfecture du Pas-de-Calais
Rue Ferdinand Buisson
62000 ARRAS

Lille, le - 8 NOV. 2024

Nos réf. : D/2024/422
Aff. Suivie par : Matthieu NOWAK
Mail : matthieu.nowak@reseau.sncf.fr

Objet : Procédure de classement du site de la pointe de la Crèche et ses perspectives maritimes

Monsieur le Préfet,

Par courrier du 1^{er} octobre 2024, vous m'informez d'une nouvelle enquête publique relative au classement du site de la pointe de la Crèche et ses perspectives maritimes vers les Deux Caps et les côtes anglaises, et m'invitez à faire part de l'avis de SNCF Réseau sur l'instauration de cette servitude d'utilité publique.

D'après les effets du classement, nous observons un impact potentiel sur nos activités actuelles en termes de maintenance courante de l'infrastructure ou de régénération. Le classement prévoit en effet que l'abattage des arbres est soumis à autorisation ministérielle.

Or il s'agit là d'une opération régulièrement réalisée au droit de nos abords végétalisés et qui s'avère indispensable pour garantir la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et de ses usagers.

Comme je vous en ai informé par courrier fin septembre 2024, SNCF Réseau s'est dotée d'une nouvelle lettre directive nationale visant à concilier au mieux les objectifs poursuivis par la réglementation liée à la protection des espèces et leurs habitats et les impératifs de l'exploitation ferroviaire, notamment sa sécurité. La démarche consiste à déployer une stratégie d'évitement et/ou de réduction des impacts sur les espèces et leurs habitats pour les opérations les plus conséquentes tout en préservant la capacité de production pour les opérations essentielles au maintien des conditions de sécurité.

Compte tenu du fait que nous prenons déjà en compte la biodiversité dans nos travaux de maintenance et au vu des effets du classement sur notre entretien courant, SNCF Réseau souhaite voir exclues toutes les emprises ferroviaires de la procédure de classement du site de la pointe de la Crèche et ses perspectives maritimes.

De plus, le Réseau Ferré National bénéficie depuis 2021 de nouvelles règles protectrices, en particulier la Servitude d'Utilité Publique T1. Cette dernière a pour objectif de favoriser la maîtrise des risques liés à l'entretien de la végétation par les tiers, notamment l'entretien des arbres à risque.

SNCF Réseau exploite les coordonnées de ses correspondants dans une base de données ayant pour unique finalité la gestion et le suivi des courriers. Vous disposez auprès de SNCF Réseau d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.

SNCF Réseau souhaite donc également voir exclues les parcelles voisines du réseau ferré afin que cette servitude T1 puisse être applicable. En effet, les propriétaires de ces parcelles doivent pouvoir réaliser les opérations d'entretien qui leur incombent pour respecter la servitude qui grève leurs parcelles et ainsi assurer la sécurité des circulations ferroviaires.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma considération la meilleure.

Restant à votre disposition
Bien à vous

La Directrice territoriale



Marie-Céline MASSON